

TRANSPORTS TGV Normandie, Eole, métro automatique, les travaux pour l'Ile-de-France se précisent

Sarkozy accélère les projets du Grand Paris

EN VISITE hier dans le quartier d'affaires parisien de la Défense, Nicolas Sarkozy a réaffirmé la volonté de l'Etat d'aller vite pour tenir les délais du plan Transport du Grand Paris annoncé il y a deux mois. Les projets de trains, de métros et de tramways qui étaient prêts sont accélérés. Les autres vont voir

leurs délais de réalisation raccourcis grâce à un projet de loi spécifique que le gouvernement présentera au Parlement à l'automne prochain. Il permettra notamment d'accélérer les procédures en conservant « un vrai débat, une vraie enquête », a promis le président de la République. La même loi créera des

procédures d'urbanisme assouplies autour des gares et un établissement ou une société à capitaux publics sera chargé de la maîtrise d'ouvrage du Grand Paris. Le chef de l'Etat a aussi rappelé son attachement à régler la question du travail du dimanche.

TRANSPORTS

En visite hier à la Défense, le président de la République a réaffirmé la volonté de l'Etat d'aller vite pour tenir les délais du plan transport du Grand Paris. Son ministre en charge de la Relance a même évoqué la construction d'une gare TGV dans ce quartier d'affaires de l'Ouest parisien.

TGV Normandie, Eole, automatisé du métro : Nicolas Sarkozy active les travaux du Grand Paris

Les premiers tronçons de lignes de transports en commun, annoncées il y a deux mois dans le cadre du plan transports du Grand Paris, entreront en service en 2017. Nicolas Sarkozy l'a confirmé hier à la Défense et son ministre en charge de la Relance, Patrick Devedjian, a même évoqué la construction d'une gare TGV dans le quartier d'affaires de l'Ouest parisien. Destinée à accueillir un futur TGV Normandie qui prolongerait son trajet par Le Bourget jusqu'à Roissy, elle pourrait aussi recevoir des Thalys qui mettraient la Défense en relation avec la Belgique et l'Allemagne et des Eurostar en provenance de Londres.

La faisabilité d'une telle liaison devra cependant être encore démontrée. La possibilité de faire passer des TGV dans les tunnels du métro automatique imaginé par le secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région capitale Christian Blanc laisse en effet plus d'un expert perplexe. Présent lors de cette annonce, Guillaume Pepy, le patron de la SNCF, s'est dit « très intéressé » mais dans l'immédiat, il a annoncé que le prolongement du RER Eole vers la Défense et le Mantois devait être prêt à l'horizon 2015. Un vrai défi pour ce chantier qui avoisine 2 milliards d'euros. Pour gagner du temps, il a proposé

de créer un groupement d'intérêt public avec Réseau Ferré de France et le Syndicat des transports d'Ile-de-France. « Un projet essentiel pour les gens qui sont à l'ouest de la Défense et essentiel pour désaturer la ligne A du RER », a rappelé Guillaume Pepy en évoquant 20 trains par heure capables de relier la gare du Nord en six minutes.

Capacités accrues

Le président de la RATP, Pierre Mongin, a pour sa part rappelé les améliorations en cours sur le réseau qui transporte plus de trois passagers sur quatre à la Défense. Les 2 milliards d'euros, qui vont être engagés d'ici à 2012, vont permettre d'accroître de 30 % la capacité de la ligne A du RER en mettant en ligne dès 2011 des trains à deux niveaux. Ils comprennent aussi l'automatisation de la ligne 1 du métro qui va permettre de gagner 15 % de capacité. S'y ajoutent les prolongements du tramway T2 jusqu'au Val-d'Oise et à la porte de Versailles et l'accroissement de sa capacité de 15 % également. « Au-delà, la rocade métro du Grand Paris sera la réponse parce qu'elle permettra d'amener 40.000 voyageurs dans chaque sens à l'heure de pointe à la Défense. Elle permettra aussi de relier la Défense en une demi-heure à l'aéroport Charles-de-Gaulle », a indiqué Pierre Mongin.

Pour tenir les délais, et plus généralement ceux des projets du Grand Paris, Nicolas Sarkozy a annoncé hier qu'il... tenait les siens. Le plan Transport est presque bouclé au terme des deux mois impartis à la région Ile-de-France, à la SNCF et à la RATP. « Il est prêt pour servir de base au débat public », juge Nicolas Sarkozy en rappelant que les concessions qu'ont fait tant l'Etat que la région étaient le seul moyen d'avancer. Un esprit constructif qu'il aimerait bien voir se concrétiser à l'échelle de la région parisienne, que ce soit au sein de l'agora du Grand Paris qu'il a proposé ou de l'association Paris Métropole de Bertrand Delanoë, à condition que celle-ci mette de l'ordre dans sa manière de fonctionner. Cet esprit de concertation vaut aussi pour les équipes internationales d'architectes, qui devront constituer un « atelier international du Grand Paris », où il sera possible de croiser les compétences de ces experts, des collectivités et de l'administration.

Surtout, le gouvernement présentera à l'automne « un projet de loi spécifique pour piloter le projet du Grand Paris », a annoncé le président en rappelant que l'ampleur de l'enjeu le justifiait. « Cette loi permettra d'accélérer les procédures », en conservant « un vrai débat, une vraie enquête », a-t-il ajouté. La même loi créera des procédures d'urbanisme

assouplies autour des gares pour appliquer « *les idées nouvelles des urbanistes* ». Enfin, un établisse-

ment ou une société à capitaux publics sera chargée de la maîtrise d'ouvrage du Grand Paris.

DOMINIQUE MALÉCOT

Travail du dimanche : « tout Paris » zone touristique ?

Polémique. Nicolas Sarkozy a ravivé, hier, la polémique sur le travail du dimanche, alors que la proposition de loi portée par Richard Mallié sera discutée à l'Assemblée mardi. « *Est-il normal que le dimanche, quand M^{me} Obama veut avec ses filles visiter les magasins parisiens, je dois passer un coup de fil pour les faire ouvrir ?* », s'est-il interrogé. « *Il faut expliquer pourquoi le dimanche [...] à Paris c'est fermé. Par exemple, les Grands Boulevards ne font pas partie d'une zone touristique, c'est fermé. Nous allons*

changer cela ». Le chef de l'Etat a estimé que la Défense et « *tout Paris* » devaient être considérés comme une zone touristique. Le président du groupe PS à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, a rendu public un courrier s'alarmant justement que le travail dominical devienne « *de plein droit dans toutes les communes touristiques* ». Le vice-président du groupe UMP, Jean Leonetti, a affirmé qu'un amendement visera à « *délimiter les zones touristiques concernées, pour rassurer tout le monde* ».



Nicolas Sarkozy, hier, lors de la visite du chantier de rénovation urbaine de la tour First à la Défense.